

**CR 46-12**

**« POLITIQUE REGIONALE ÉNERGIE-CLIMAT EN ROUTE VERS LA TRANSITION ENERGETIQUE »**

**Jacques Perreux**

Mesdames les conseillères et Messieurs les conseillers régionaux,  
Chers collègues,  
Monsieur le Président,  
Madame la Vice-Présidente,

Comme le souligne clairement le rapport proposé ce jour au vote, notre région se caractérise par une très grande dépendance aux énergies non renouvelables et externes. 94% de l'énergie finale consommée provient de ressources fossiles et fissiles et 51% plus particulièrement du pétrole du fait de l'importance du secteur des transports. Ces chiffres alarmants nous permettent de mesurer le défi immense auquel est confronté notre région : avoir demain une consommation énergétique responsable et durable pour lutter à la fois contre l'injustice sociale liée au coût croissant de l'énergie et contre le changement climatique.

L'un des éminents climatologues du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC, Jean Jouzel, l'a encore rappelé il y a quelques jours: le changement climatique suit un *"scénario dangereux, car, en l'absence de décisions politiques pour infléchir nos émissions de CO<sub>2</sub>, il risque de nous entraîner vers des valeurs extrêmes de + 6 °C d'ici la fin du siècle"*.

Bien sûr, c'est un défi imposé à tous les échelons territoriaux et nous appelons de nos vœux le passage à terme à un scénario énergétique soutenable basé à 100 % sur les énergies renouvelables (énergies solaire, hydraulique et éolienne, bioénergie et géothermie combinées à des systèmes de stockage d'énergie et à des économies d'énergie). La transition énergétique nécessite que l'ensemble des investissements en matière d'énergie aille dans les renouvelables et dans la meilleure des énergies : celle qu'on ne consomme pas. Plus cette politique sera volontariste, plus elle sera rentable rapidement.

La transition énergétique étant désormais une priorité nationale affichée par le Président de la République, la Région, chef de file des collectivités territoriales, porte la responsabilité de mener celle-ci en Ile-de-France, avec sa nouvelle politique énergie-climat. C'est dans cet esprit que le présent rapport nous est soumis aujourd'hui.

Comme l'a rappelé Hélène Gassin, la nouvelle politique énergie-climat rend prioritaire la lutte contre la précarité énergétique, qui touche les plus faibles de nos concitoyens. Elle leur permettra de réduire leur facture énergétique et l'on sait combien, en période de crise, cette mesure est symbolique et nécessaire. Cette nouvelle politique servira également de levier pour la maîtrise de la consommation d'énergie en réduisant la consommation énergétique des bâtiments. Enfin, elle priorise les aides financières pour le développement des énergies locales, renouvelables et de récupération.

Parmi les mesures phares, le groupe écologiste se félicite notamment de l'aide à l'investissement pour les ménages en situation de précarité énergétique en complément du dispositif Habiter Mieux de l'Anah qui constitue une aide financière de la Région aux travaux des ménages les plus modestes en complément des aides de l'Etat via un contrat local d'engagement. Le groupe se félicite également des opérations de rénovation exemplaire en copropriétés, du soutien des collectivités s'engageant dans un SLIME et du développement des FSATME des Départements.

Les écologistes saluent aussi l'approche pédagogique de la politique présentée par l'inclusion dans son budget de l'achat de prestations pour l'organisation de sessions de formations à destination des cibles visées.

Certains estiment que la « France est bénie des Dieux » par l'existence d'un fort potentiel de gaz et de pétrole de schiste et se lancent dans un lobbying sans retenue. D'autres ou les mêmes, que la France aurait « besoin durablement du nucléaire ». D'autres encore que nous prônons le retour à la bougie. Les écologistes seraient des irresponsables en somme. Pourtant le présent rapport nous démontre le contraire. L'environnement n'est pas une variable d'ajustement, c'est la base d'un nouveau pacte social auquel la région participe. C'est l'écologie des responsabilités, des résultats, du changement. Pour que le changement soit bien maintenant.

Le groupe EELV est donc favorable à ce rapport qui prouve que l'on est capable de se soucier de l'environnement en élaborant des mesures socialement justes et innovantes. Prendre ses responsabilités pour engager la transition énergétique régionale, c'est ce que ce rapport complet nous propose. C'est cela l'écologie des solutions et nous votons pour.